

Courrier

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **34 (1997)**

Heft 1301

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Moderniser n'est pas privatiser

Un lecteur réagit à l'éditorial paru dans *DP* 1299, «Le socialisme au défi de la modernité», qui tirait enseignement de la victoire de Tony Blair.

IL EST TOUJOURS ÉTONNANT de trouver associé le terme de modernité à une entreprise qui consiste à coller au plus près à un auteur de la fin du XVIII^e siècle, Adam Smith, et qui rêve de retrouver un âge d'or forcément mythique: la société d'avant la crise des années 1870 où l'État aurait été limité à sa portion congrue de la police et des douanes. À cette aune-là, la modernité est plus le fait de néomarxistes que de néolibéraux sans parler du fait que les keynésiens sont alors post-modernes. Cependant, il ne suffit pas d'accoler l'adjectif «new» pour faire moderne ou novateur et l'abréviation NPM est bien plutôt synonyme de «No Public management» que de «New Public Management».

Populisme facile

Par contre, il est attristant qu'une revue de gauche non seulement perde tout sens critique [...], mais, en entonnant de concert les trompettes du NPM, en vienne à tenir des propos voisins de ceux des hérauts les plus zélés du libéralisme. À tel point que les défenseurs d'un service public digne de ce nom versent désormais, pour votre revue, dans un populisme facile et dans la défense des réflexes corporatistes. Pour couronner le tout, avec des propos à la de Pury ou à la Lambelet, il faut, selon *DP*, s'adapter ou mourir, traduction à peine voilée de votre «arrêter de camper sur des positions d'ores et déjà perdues».

Vous suivre dans ce raisonnement revient à cautionner la politique d'une entreprise publique comme la Poste qui sous-traite une partie de ses activités à des entreprises qu'elle a elle-même créées et qui ne respectent aucune convention collective, tout en payant à l'heure leurs ouvriers au tarif «royal» de 14 francs. Sûr que la nouvelle loi sur la Poste et la privatisation partielle des Télécoms rencontrent votre large adhésion au nom de cette glorieuse modernité avant de faire le malheur des petits et moyens utilisateurs ainsi que des régions périphériques. Certain que votre discours d'adhésion se mâtinera d'une nécessaire adaptation européenne, tellement up-to-date en Suisse romande, ainsi qu'au contexte mondial.

Pourtant une lecture un peu attentive des effets – tant sur l'emploi que sur la qualité des services – de la privatisation ou de l'adoption de normes directement inspirées (ou inspiratrices) du NPM en Grande-Bretagne devrait être en mesure

de nous ouvrir les yeux sur les impacts réels de telles politiques; diminution du nombre d'infirmières, augmentation des administratifs et médecine à deux, voire trois vitesses, dans le domaine de la santé devant mener à terme, en raison de sa dégradation planifiée, à sa privatisation; augmentation des dividendes pour les actionnaires et des tarifs à la suite de la privatisation du système de la distribution des eaux accompagnée d'une dégradation du réseau et de pénurie d'eau pour la première fois de leur histoire lors de l'été 1995. En outre, de telles entreprises mènent à la constitution d'oligopoles nationaux, puis mondiaux qui n'ont rien d'entreprises philanthropiques [...] ainsi que l'a amplement démontré la constitution, l'année dernière, de Novartis. Sans oublier le développement d'une corruption systématique comme dans le cas de la Générale des Eaux ou de la Lyonnaise des Eaux.

Dès lors qui trahit, pour reprendre le schéma manichéen proposé par *DP*? Celui qui pousse à la roue en accélérant le démantèlement – patiemment programmé par les libéraux – du service public au nom d'une soi-disant modernité ou celui qui cherche à reconstituer un rapport de force, capable de faire pièce aux valets du néo-libéralisme, destructeur du lien social et du respect des minorités, tout en démocratisant l'accès aux services publics et leur gestion?

Lyonel Kaufmann, Corseaux

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (*jd*)

Rédaction:

Claude Pahud (*cp*), Géraldine Savary (*gs*)

Ont collaboré à ce numéro:

Gérard Escher (*ge*)

André Gavillet (*ag*)

Pierre Imhof (*pi*)

Yvette Jaggi (*yj*)

Charles-F. Pochon (*cfp*)

Composition et maquette:

Françoise Gavillet, Claude Pahud,

Géraldine Savary

Secrétariat: Murielle Gay-Crosier

Administrateur délégué: Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA,

Renens

Abonnement annuel: 85 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone: 021/312 69 10

Télex: 021/312 80 40

E-mail: domaine.public@span.ch

CCP: 10-15527-9